



ACADÉMIE DE NORMANDIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Division de l'Enseignement Privé

Affaire suivie par :

Nadia GASMI

Cheffe de bureau du 2nd degré

Gestion collective

Tél. 02 32 08 93 25

Mél. dep2d-rouen@ac-normandie.fr

Rouen, le 09/01/2026

François FOSELLE,

Secrétaire général de l'académie de Normandie

Rectorat de la région académique

Normandie

25, rue de Fontenelle

76037 ROUEN Cedex

à

Mesdames et Messieurs
les chefs des établissements d'enseignement
privés du second degré sous contrat,

AFFICHAGE OBLIGATOIRE

Objet : Mouvement des maîtres et documentalistes des établissements d'enseignement du second degré privés sous contrat d'association au titre de la rentrée scolaire 2026

Références : Loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005 relative à la situation des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat

Décret n°2005-700 du 24 juin 2005 modifiant les décrets n° 60-389 du 22 avril 1960 relatif au contrat d'association à l'enseignement public passé par les établissements d'enseignement privés et n° 64-217 du 10 mars 1964 relatif aux maîtres contractuels et agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat

Articles R.914-49, R.914-50, R.914-75 à 77 du code de l'éducation

Circulaire n° 2005-203 du 28 novembre 2005

Circulaire n° 2007-078 du 29 mars 2007

Note de service NOR : MENF2303683C du 09-02-2023

Dans le cadre des travaux de préparation de la rentrée scolaire 2026, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance les instructions relatives à la phase de déclaration des emplois susceptibles d'être vacants ainsi qu'aux opérations d'affectation des lauréats de concours et de nomination des maîtres contractuels dans les établissements d'enseignement privés sous contrat du second degré.



MOUVEMENT DES MAÎTRES CONTRACTUELS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Les opérations de mouvement des maîtres sont régies par les dispositions prévues aux articles R 914-75 et suivants du code de l'éducation, celles de nomination par les dispositions prévues à l'article R 914-45 du code de l'éducation. Elles sont précisées par les dispositions des notes DAF D1 n° 2005-2602 du 28 novembre 2005 et DAF D1 n° 2007-078 du 29 mars 2007, relatives au mouvement des maîtres et documentalistes des établissements d'enseignement privés sous contrat.

Le mouvement doit être réalisé en respect des règles fixées par ces notes :

- pour le recensement des services vacants,
- pour l'ordre de priorité dans lequel les candidatures au mouvement doivent être examinées.

En application de la loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005, relative à la situation des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat, le décret n° 2005-700 du 24 juin 2005 a mis en place un dispositif permettant de concilier la priorité d'accès aux services vacants de différentes catégories de maîtres et le rôle du chef d'établissement dans la constitution de son équipe pédagogique.

L'ordre de priorité d'examen des candidatures est pris en considération afin d'élaborer des propositions d'affectation pour les maîtres lors de la consultation de la commission consultative mixte académique. Il est toutefois possible de prendre en compte la situation particulière des maîtres pour reconsidérer cet ordre de priorité dans certains cas.

Agents publics de l'Etat, les maîtres contractuels sont nommés en accord avec la direction de l'établissement privé sous contrat au sein duquel l'enseignement leur est confié, dans le cadre de l'organisation arrêtée par le chef d'établissement, dans le respect du caractère propre de l'établissement.

A ce titre, lorsque l'établissement adhère à un accord national pour l'emploi, ce qui est le cas dans le réseau de l'enseignement catholique, les avis émis par les chefs d'établissement sur les candidatures qu'ils ont reçues s'inscrivent dans ce cadre.

La concertation menée au préalable en commission académique de l'emploi de l'enseignement catholique amène à établir des propositions de nomination qui sont ensuite étudiées en commission consultative mixte académique qui a pleine compétence pour examiner les candidatures qui lui sont soumises.

I. MAÎTRES CONCERNÉS

Maîtres en contrat définitif :

Doivent participer au mouvement :

- les maîtres en perte d'heures.

S'ils sont réputés conserver un volume d'heures supérieur ou égal à un mi-temps et souhaitent en garder



le bénéficiaire, ils ne peuvent se porter candidat que sur un complément de service d'une quotité inférieure ou égale à un demi-service.

S'ils ne veulent pas limiter leurs vœux, leur service doit être déclaré **susceptible d'être vacant**.

- les maîtres affectés à temps incomplet ou temps partiel autorisé souhaitant obtenir un complément de service, selon les mêmes modalités que les maîtres en perte d'heures.

- les maîtres souhaitant réintégrer et dont le poste n'était pas protégé (exemple : en disponibilité pour convenances personnelles, en congé parental au-delà de la première année ...),

- les maîtres souhaitant obtenir une mutation : seuls les maîtres dont le service aura été déclaré susceptible d'être vacant peuvent se porter candidat à une mutation

Maîtres en contrat provisoire au 1^{er} septembre 2025 :

- les maîtres qui bénéficient d'un contrat provisoire établi à compter du 1^{er} septembre 2025 doivent impérativement s'inscrire dans le mouvement en se portant candidats sur des services vacants ou susceptibles de l'être,

- les stagiaires en contrat provisoire, lauréats d'un concours interne ou externe, doivent participer au mouvement même si leur année de stage ou probatoire n'a pas encore été validée à la date du mouvement : leur nomination est alors prononcée sous réserve de la validation définitive de leur période de stage ou probatoire.

Il est précisé que les maîtres qui seront placés en prolongation de stage à la rentrée scolaire 2025 ne bénéficieront d'un contrat définitif sur le service qui leur aura été accordé qu'après leur installation effective sur cet emploi et, en tout état de cause, après avoir favorablement satisfait à la totalité de la période probatoire réglementaire prévue.

Ceux dont le stage ne sera pas validé seront placés en renouvellement de stage et maintenus en contrat provisoire. Ils devront à nouveau participer aux opérations du mouvement au titre de la rentrée scolaire 2027.

II. DÉROULEMENT DES OPÉRATIONS DU MOUVEMENT

Le mouvement comporte les différentes phases successives suivantes :

- 1) Etablissement de la liste des maîtres dont le service est réduit ou supprimé,
- 2) Recensement des services vacants ou susceptibles de l'être,
- 3) Publication des supports (services vacants ou susceptibles de l'être),
- 4) Formulation des vœux par les maîtres,
- 5) Réunion de la 1^{ère} Commission Consultative Mixte Académique (CCMA), relative au mouvement, **le 19 juin 2026 (date prévisionnelle)**,
- 6) Envoi des avis d'affectation des candidats retenus aux chefs d'établissement qui disposent d'un



ACADÉMIE DE NORMANDIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Division de l'Enseignement Privé

délai de 15 jours pour faire connaître leur avis

Information des maîtres,

- 7) Transmission éventuelle des dossiers des maîtres n'ayant pu être nommés dans l'académie à la Commission Nationale d'Affectation (CNA),
- 8) Réunion de la commission nationale d'affectation,
- 9) Réunion de la 2^{ème} Commission Consultative Mixte Académique (CCMA), **le 8 juillet 2026 (date prévisionnelle)** afin d'examiner :
 1. l'affectation des lauréats concours,
 2. les divers ajustements d'affectation,
- 10) Réunion de la 3^{ème} Commission Consultative Mixte Académique (CCMA), **le 21 août 2025 (date prévisionnelle)** afin d'examiner l'affectation des derniers lauréats concours et ajustements et de présenter la situation des maîtres affectés dans l'académie par la Commission Nationale d'Affectation (CNA).

Établissement de la liste des maîtres dont le service est réduit ou supprimé

Je vous demande de bien vouloir me faire connaître la liste des services supprimés et des maîtres en perte d'heures ou de contrat pour le **6 mars 2026 à l'adresse dep2d-rouen@ac-normandie.fr**, à l'aide de l'imprimé « maîtres et documentalistes contractuels dont l'emploi est susceptible d'être réduit ou supprimé » (**annexe I**). A défaut un état néant doit m'être adressé.

Les maîtres concernés doivent impérativement émarger le tableau. Ces documents doivent être renseignés très précisément afin que la situation de ces maîtres soit examinée en priorité n° 1.

Je vous rappelle que pour désigner ces enseignants, vous devez prendre en compte au sein d'une discipline, l'ancienneté des services accomplis dans les établissements publics ou privés sous contrat dans des fonctions d'enseignement, de direction ou de formation, y compris les services accomplis par des maîtres bénéficiant d'un des congés entrant dans la position d'activité.

Les services accomplis à temps incomplet, à temps partiel de droit ou à temps partiel autorisé, lorsqu'ils sont égaux ou supérieurs à un mi-temps sont considérés comme des services à temps plein. Les services inférieurs au mi-temps sont décomptés au prorata de leur durée.

Recensement des services vacants ou susceptibles de l'être

Les maîtres désireux d'obtenir une mutation doivent obligatoirement signaler leur intention de participer au mouvement à leur chef d'établissement à l'aide de l'imprimé prévu à cet effet (ou à leurs chefs d'établissements s'ils exercent dans plusieurs établissements) afin que tous les emplois susceptibles d'être vacants puissent être recensés à partir de l'imprimé « déclaration d'intention de demande de mutation » (**annexe II**), à retourner dûment complété, pour le **16 mars 2026 à l'adresse dep2d-rouen@ac-normandie.fr**



ACADÉMIE DE NORMANDIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Division de l'Enseignement Privé

IMPORTANT : Le maître dont le service n'aura pas été déclaré susceptible d'être vacant ne pourra pas participer au mouvement.

Par ailleurs, les enseignants souhaitant obtenir un complément horaire doivent compléter l'imprimé « demande de complément horaire » (**annexe III**). Ces documents doivent me parvenir **pour le 16 mars 2026 également à l'adresse dep2d-rouen@ac-normandie.fr**

Les services vacants résultant de la campagne TRM, après vérification et validation par mes services, seront consultables par les chefs d'établissement du **jeudi 2 avril au vendredi 3 avril 2026**. J'insiste particulièrement sur l'importance de vérifier que la **totalité** des services vacants est **publiée**. En cas de désaccord, vous voudrez bien en informer mes services afin que les corrections nécessaires soient apportées pour éviter tout problème de nomination.

Je vous invite également à procéder à la déclaration des emplois susceptibles d'être vacants **du jeudi 2 avril au vendredi 3 avril 2026**, via le portail de votre établissement :

<https://bv.ac-normandie.fr/mvtprive/>

En allant sur la rubrique : « aide au mouvement ».

A partir du mardi 7 avril 2026, aucune modification ne sera possible.

SIGNALE : tous les services vacants ou susceptibles de l'être doivent impérativement être publiés, quelle que soit la quotité (soit à partir d'une quotité inférieure ou égale à une heure : exemple un service de 0,5 heure ou de 1 heure devra être publié).

J'attire votre attention sur le fait que seules les heures postes (HP) sont **déclarées** vacantes ou susceptibles de l'être. Les enseignants ne peuvent être nommés sur des heures supplémentaires (HSA).

Les services vacants correspondent :

- aux services nouvellement créés,
- aux services occupés par des maîtres délégués,
- aux services devenus vacants consécutivement à une admission à la retraite en cours d'année scolaire, une démission, un décès, une cessation de contrat,
- aux fractions de services déclarées vacantes par les maîtres en perte d'heures candidats sur un autre service à temps complet,
- aux services libérés par les maîtres stagiaires achevant leur période probatoire,
- aux fractions de service libérées par un maître ayant obtenu un temps partiel sur autorisation.



ACADÉMIE DE NORMANDIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Division de l'Enseignement Privé

Les supports des enseignants partant à la retraite à la rentrée scolaire sont déclarés vacants si mes services en ont connaissance avant l'extraction des postes vacants. Dans le cas contraire, il vous appartient de les déclarer susceptibles d'être vacants.

Cas particuliers des maîtres en perte de contrat et d'heures :

Pour la détermination des services vacants ou susceptibles de l'être, vous devez prendre en compte la situation des maîtres dont le service a été réduit mais qui conservent un volume d'heures égal ou supérieur à un mi-temps, souhaitant en garder le bénéficiaire. Dans ce cas, il convient donc de ne pas considérer les heures que le maître souhaite conserver en service principal comme vacantes.

Cependant, le maître ne peut se porter candidat que sur des services dont la quotité horaire sera au plus, égale au nombre d'heures manquantes pour atteindre son obligation réglementaire de service.

En revanche, dans l'hypothèse où le maître souhaite se porter candidat sur un temps complet dans un autre établissement, son poste doit être déclaré susceptible d'être vacant.

Les compléments de service :

Conformément au décret n° 2015-851 du 10 juillet 2015 relatif aux obligations de service et aux missions des personnels enseignants exerçant dans un établissement d'enseignement privé du second degré sous contrat ainsi qu'à la circulaire n° 2015-112 du 15 juillet 2015, le complément de service dans une autre discipline que la discipline de contrat est possible sous réserve que :

- le complément de service soit bien accessoire par rapport au service correspondant à l'affectation principale,
- l'enseignement dans cette autre discipline reçoive l'accord du maître et corresponde à ses compétences,
- l'avis de l'inspecteur de la discipline complémentaire soit favorable, avis susceptible d'être formulé après inspection.

La gestion des agrégats :

Les demandes de constitution d'agrégats devront être communiquées, pour **le vendredi 13 février 2026** impérativement, à la division de l'organisation scolaire (DOS), en respect des instructions qui vous sont adressées distinctement par courriel.

Recueil des vœux par les maîtres et des avis des chefs d'établissement

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir reproduire et procéder à l'affichage de la notice d'information figurant en pièce jointe (annexe n° 4).

Les maîtres consultent la liste des services vacants ou susceptibles de l'être et expriment leurs vœux du **mercredi 08 avril 2025 au jeudi 16 avril 2026**, en se connectant sur le site académique :

<https://www.ac-normandie.fr>

rubriques : « concours/métiers/RH »,
puis : « carrière », « les personnels enseignants du privé »,
et « Le mouvement des maîtres du 2nd degré ».

IMPORTANT :

L'attention des candidats est **appelée** vivement sur l'importance de ne pas attendre le dernier moment pour se connecter afin d'éviter tout problème d'accès qui ne pourrait être pris en charge.

Les vœux éventuellement formulés directement auprès d'un chef d'établissement par les maîtres doivent faire l'objet d'une saisie informatisée avant la date de fermeture du serveur académique, fixée au : **jeudi 16 avril 2026, à minuit.**

En termes de **procédure** d'enregistrement de demande de mutation, je vous indique que les maîtres doivent saisir l'identifiant Education Nationale (NUMEN) qui leur a été attribué. En cas de méconnaissance de celui-ci, ils sont invités à se rapprocher, dans les meilleurs délais, de leur service de gestion.

Un mot de passe, personnel et confidentiel, est demandé au candidat, lors de la première connexion au module.

Ce mot de passe doit comprendre au minimum quatre caractères et au maximum huit caractères, alphabétiques ou numériques.

Il doit être conservé, en vue d'éventuelles connexions ultérieures, qui doivent être réalisées **exclusivement pendant l'ouverture de la campagne dont les dates sont précisées ci-dessus.**

Le module d'aide au mouvement permet de solliciter :

- une mutation,
- une affectation, pour les lauréats CAFEP et CAER, stagiaires en 2025/2026,
- un complément de service.

Chaque candidat peut émettre quinze vœux d'affectation, en les classant par ordre de **préférence**. Il peut saisir directement le numéro du service pour lequel il souhaite se porter candidat, après sélection dans la liste des emplois publiés pour le mouvement. Il est également possible d'effectuer une recherche par saisie guidée, en sélectionnant une discipline et une commune.

L'attention des maîtres sollicitant une réintégration après une position interruptive d'activité (disponibilité, congé parental notamment) est appelée sur la nécessité de formuler plusieurs vœux, tout en effectuant les démarches de candidature requises auprès des chefs d'établissement concernés.

Les services déclarés « spécifiques » comportent une information consultable quant aux compétences particulières requises.

Une notice technique destinée aux candidats est consultable sur le site académique.



ACADÉMIE DE NORMANDIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Division de l'Enseignement Privé

Traitement des candidatures :

Les directeurs et directrices consultent les vœux exprimés offerts au mouvement pour pourvoir les emplois au sein de leur établissement et émettent un avis sur chaque candidature, assorti éventuellement d'un rang de classement, si plusieurs maîtres sont retenus pour un même service.

Les priorités d'accès à l'emploi :

L'article L 914-77 du code de l'éducation définit les règles de priorité d'accès à l'emploi dont les directeurs d'établissement doivent impérativement tenir compte lorsqu'ils formulent leur avis sur les candidatures reçues. Ces priorités sont les suivantes :

Priorité 1 : maîtres titulaires d'un contrat définitif dont le service a été réduit ou supprimé

Leur sont assimilés :

- les maîtres en perte d'heures en 2025-2026 dont la situation n'a pu être réglée que par l'attribution d'un service à temps incomplet,
- les directeurs, adjoints ou chargés de formation qui souhaitent reprendre un service d'enseignement,
- les maîtres contractuels de l'académie en demande de réintégration,
- les maîtres à temps partiel autorisé ou temps incomplet qui souhaitent reprendre à temps complet

Priorité 2 : maîtres titulaires d'un contrat définitif candidats à une mutation

Leurs sont assimilés :

- les maîtres autorisés à changer de discipline pour raison médicale,
- les maîtres issus d'autres académies après suspension de contrat pour convenances personnelles, en raison d'un motif légitime, en demande de réintégration,
- les maîtres issus d'autres académies après disponibilité en demande de réintégration.

Priorité 3 : lauréats des concours externes de la session 2025 ayant validé leur année de stage

Priorité 4 : lauréats des concours internes de la session 2025 ayant validé leur année de stage

Priorité 5 : maîtres issus des deuxième et quatrième catégories (respectivement échelles de rémunération des professeurs certifiés et PLP) de l'enseignement privé sous contrat agricole.

Il convient, dans chaque catégorie, de prendre en compte l'ancienneté des maîtres.



ACADÉMIE DE NORMANDIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Division de l'Enseignement Privé

Réunion de la Commission consultative mixte académique (CCMA)

A l'issue de la concertation entre les représentants des chefs d'établissement et les représentants des maîtres (Commission Académique de l'Emploi) les candidatures sont soumises à l'avis de la Commission Consultative Mixte Académique (CCMA), dont la 1^{ère} réunion est fixée **le vendredi 19 juin 2026**.

La CCMA classe les candidatures, pour chaque service, en respectant l'ordre des priorités ci-dessus rappelé.

Envoi de la ou des candidature -s- retenue -s- aux chefs d'établissement,

Les candidatures retenues font l'objet de la transmission d'un avis d'affectation aux chefs d'établissement pour accord à l'issue de la réunion de la commission consultative mixte académique. Ceux-ci disposent d'un délai réglementaire de 15 jours pour faire connaître leur avis.

En parallèle, la DEP portera à la connaissance des maîtres concernés les informations relatives à leur(s) affectation(s).

Si le chef d'établissement déroge à l'ordre de classement, il doit expliciter par écrit les raisons. Le choix du chef d'établissement ne peut en aucun cas se porter sur un candidat autre que ceux proposés.

Tout refus de candidature doit être dûment motivé par écrit. Un refus considéré comme illégitime entraîne l'absence de nomination sur le poste et l'interdiction de recourir à un maître délégué dans la discipline correspondante ou aux heures supplémentaires.

Un enseignant ne peut, sauf motif légitime, refuser de rejoindre le service pour lequel il a candidaté.

La 2^{ème} CCMA du mercredi 8 juillet 2026 procédera aux affectations des lauréats concours de la session 2025. Enfin, **la 3^{ème} CCMA du 21 août 2026** présentera les affectations des enseignants relevant de la CNA ainsi que des derniers ajustements et affectations des lauréats des concours 2025.

COMPETENCES DE LA COMMISSION NATIONALE D'AFFECTION (CNA)

Cette commission nationale est chargée d'examiner la situation des maîtres qui, à l'issue du mouvement académique, n'auront pu être nommés ou affectés sur un service vacant dans l'académie.

La commission leur propose alors une affectation dans une autre académie.

Je me permets d'insister sur le caractère impératif du calendrier arrêté pour chaque étape du mouvement, dont le respect conditionne la tenue de la commission consultative mixte académique, dans les délais impartis par l'administration centrale.

Division de l'Enseignement Privé

DISPOSITIF DE MOBILITÉ DIT « PASSERELLE » : MOBILITÉ CROISÉE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

Depuis la parution du décret 2016-1021 du 26 juillet 2016 qui modifie le code de l'éducation (articles R 914-14, R 914-77 et R 914-78-1), les maîtres issus des deuxième et quatrième catégories de l'enseignement privé sous contrat agricole (respectivement échelles de rémunération des professeurs certifiés et PLP) peuvent être recrutés dans le second degré privé sous contrat. L'article L 917-77 du code de l'éducation les prend en considération en termes de priorité (cf ci-dessus point relatif au traitement des candidatures).

Les candidatures relevant de ce dispositif particulier sont susceptibles d'être examinées dès lors qu'elles respectent les délais impartis par le calendrier des opérations du mouvement intégré à la présente circulaire.

Les dossiers de candidature des maîtres enseignant les disciplines EPS, histoire-géographie, langues vivantes, lettres modernes, mathématiques, physique-chimie sont traités directement par la division de l'enseignement privé. En revanche, pour les autres disciplines, les dossiers doivent être examinés par l'inspection générale de l'éducation nationale.

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous apporter toute information complémentaire.

Vous voudrez bien assurer la plus large diffusion des présentes instructions auprès des enseignants de votre établissement.

signé

François FOSELLE